

Le RARRe EN BREF

1^{ER} RAPPORT
ANNUEL SUR LES
RISQUES ET LA
RÉSILIENCE
DANS L'AIRE
GRENOBLOISE

ÉDITO



FRÉDÉRIC PONTOIRE

Directeur de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise

L'Agence d'urbanisme de la région grenobloise est heureuse et fière de présenter le premier Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise : le RARRe. Il s'agit d'une démarche inédite à cette échelle, fruit de l'important travail collectif mené par l'Atelier des Futurs (plateforme des prospectives et des stratégies regroupant plusieurs collectivités et institutions de l'aire grenobloise), en réponse au fort besoin de projection locale exprimé par les élus et décideurs du territoire.

Lier prospective et risque ne va pas de soi et pourrait être de nature à bousculer les initiés ; loin de nous cette idée. Ce rapprochement est plutôt le résultat d'un cheminement collectif ayant amené les acteurs mobilisés à s'interroger sur la manière de faire de la prospective aujourd'hui, une prospective ancrée, concrète, arrimée aux politiques publiques et aux projets des collectivités. Nous en sommes arrivés à quelques idées fortes : se positionner au plus près du réel afin de faire œuvre utile (ici et maintenant), jouer avec les temporalités (2050 mais aussi après-demain), passer du champ des possibles à l'univers des contraintes, établissant ainsi des passerelles avec l'analyse du contexte et des risques qui s'imposent à nous.

Dans cette logique, le contenu de ce premier Rapport est exploratoire.

Il mixe des informations issues de différentes séquences de travail (identifier / documenter / questionner / débattre), permettant de regarder en face les risques présents dans l'aire grenobloise, afin de limiter leurs impacts, de s'y préparer et de s'adapter. Les résultats sont instructifs et constituent une mise initiale solide, une photographie de référence, pour poursuivre et améliorer la démarche.

Ce rapport est une synthèse, forcément sélective dans les choix des enseignements qui sont mis en avant.

Il relève parfois de l'analyse brute de la part des équipes techniques qui ont travaillé sur le sujet au sein de l'Agence. En cette première année de travail et de publication, il faut accepter une forme d'imperfection et des lacunes, qui sont le lot de toute démarche expérimentale. Nous revendiquons une part de subjectivité, car elle traduit l'implication et le cheminement de l'équipe dédiée au sein de l'Agence, appuyée par les membres de l'Atelier des Futurs.

Au vu du succès de la première édition, c'est un blanc-seing qui est donné pour la suite, avec d'importantes marges d'amélioration, notamment pour accroître la valeur scientifique des résultats. Nous faisons le pari que la connaissance accrue sur les risques et nos vulnérabilités permise par le RARRe sera placée au service de l'anticipation et de l'action.

Ce rapport est une « mise en bouche » qui nous l'espérons, vous donnera envie d'en savoir plus, autant que de diffuser et soutenir la démarche.

Le RARRe

PREMIER RAPPORT ANNUEL SUR LES RISQUES ET LA RÉSILIENCE DANS L'AIRE GRENOBLOISE

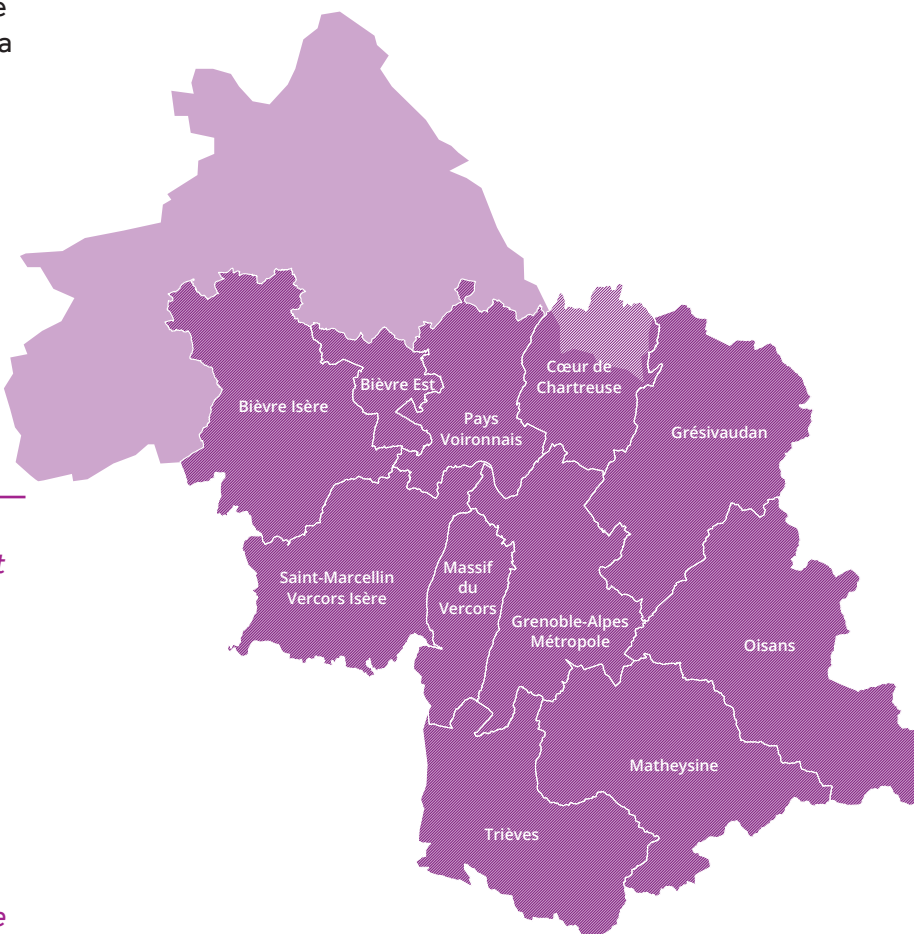
Le premier RARRe (Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise) paraît en 2024, après deux ans de travaux. Une expérimentation locale et partenariale inédite, menée par l'Atelier des Futurs sur le modèle du *Global Risks Report* de Davos.

UN BAROMÈTRE LOCAL DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉS SYSTÉMIQUES

Le RARRe cherche à établir un état des lieux prospectif des risques et vulnérabilités systémiques susceptibles de concerner l'aire grenobloise (Sud Isère). Révisable chaque année pour tenir compte des évolutions et s'améliorer, il se veut un outil de connaissance et d'aide à la décision, au service du débat public et de l'action publique locale.

Le RARRe est porté par l'Atelier des Futurs, collectif des acteurs locaux de la prospective créé en 2020 à l'initiative de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise. Unis par une charte d'engagements, ils mutualisent des connaissances, impulsent des réflexions et initient des projets.

Le RARRe est le fruit du travail d'un groupe technique dédié, associant le Département de l'Isère, Grenoble-Alpes Métropole, la Ville de Grenoble, l'Établissement Public du SCoT de la Grande région de Grenoble, les Parcs naturels régionaux (PNR) du Vercors et de la Chartreuse, Territoire de Sciences, l'équipe de recherche STEEP de l'INRIA, des chercheurs de l'Université Grenoble Alpes (laboratoire Pacte) et de Grenoble École de Management. L'Agence d'urbanisme, avec une équipe d'une dizaine de collaborateurs, est la cheville ouvrière du projet et l'autrice du Rapport et des Livrets-risques.

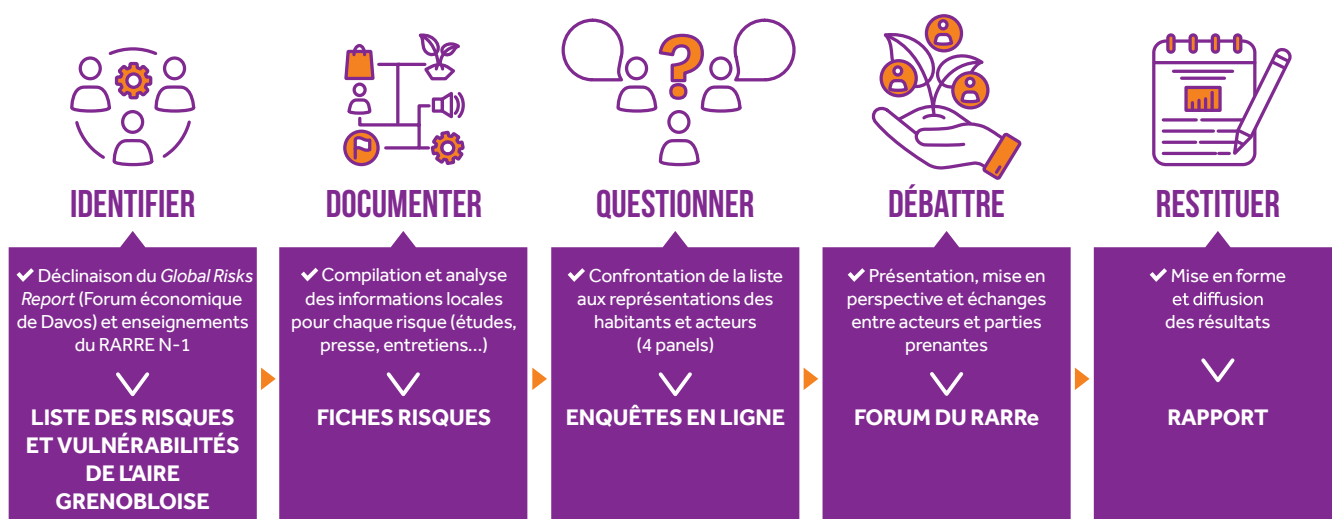


UNE MÉTHODE D'ÉLABORATION REPRODUCTIBLE

Le RARRe est une transposition locale du *Global Risks Report* porté par le Forum Économique Mondial ou « Forum de Davos ».

La démarche d'élaboration du Rapport consiste en la mise en œuvre de différentes phases successives ou concomitantes : élaboration d'une liste de risques et vulnérabilités pour le territoire passées au crible de la documentation et de l'enquête, pour permettre une lecture croisée entre objectivation et perception. Cet état des connaissances (actualisable chaque année) est mis en dialogue au sein d'un Forum qui réunit principalement des élu-es de l'aire grenobloise.

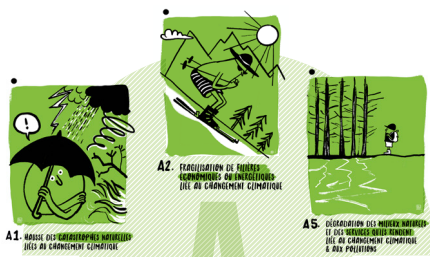
La version 2024 du Rapport est fondée sur une liste de 44 risques (classés en 6 familles), directement issue de la liste du *Global Risks Report* et déclinée localement par le groupe de travail en juillet 2022.



LE GLOBAL RISKS REPORT ?

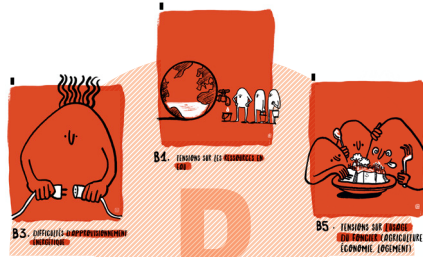
Publié depuis 2006, ce rapport annuel vise à éclairer les décideurs politiques et économiques sur les risques globaux pouvant impacter l'activité humaine à l'échelle mondiale, qu'ils soient de nature économique, environnementale, géopolitique, sociétale ou technologique.

UNE LISTE DE 44 RISQUES CLASSÉS EN 6 FAMILLES



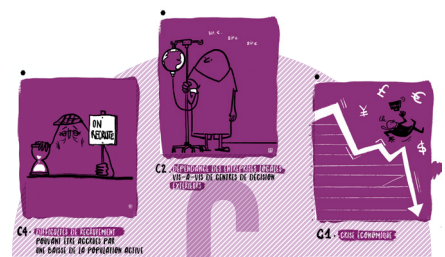
CHANGEMENT CLIMATIQUE, POLLUTIONS, EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES ET CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES

- A1 – Hausse des catastrophes naturelles liées au changement climatique
- A2 – Fragilisation de filières économiques ou énergétiques
- A3 – Dégradation de l'état de santé des populations
- A4 – Dégradation de la qualité de vie en ville
- A5 – Dégradation des milieux naturels et des services qu'ils rendent
- A6 – Réduction des capacités locales de production agricole & alimentaire
- A7 – Risques technologiques & industriels



(IN) DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET (DYS) FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX

- B1 – Tensions sur les ressources en eau
- B2 – Difficultés d'approvisionnement alimentaire
- B3 – Difficultés d'approvisionnement énergétique
- B4 – Difficultés d'approvisionnement en matériaux et matières premières
- B5 – Tensions sur l'usage du foncier
- B6 – Dégradation ou interruption des réseaux et infrastructures de transport
- B7 – Dysfonctionnement des réseaux de télécommunication et cyberattaques



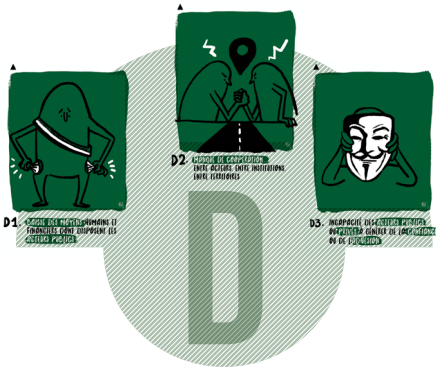
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- C1 – Crise économique
- C2 – Dépendance des entreprises locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs
- C3 – Baisse d'attractivité de certains emplois, métiers ou secteurs d'activité
- C4 – Difficultés de recrutement pouvant être accrues à terme par une baisse de la population active

DÉFINITIONS

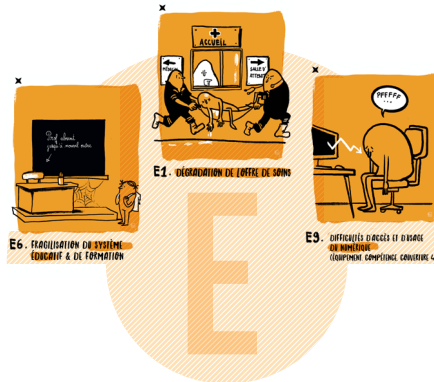
Un risque est la possibilité qu'un aléa se produise et touche une population vulnérable à cet aléa. Il ne faut donc pas confondre aléa, risque et vulnérabilité.

L'aléa est un phénomène (naturel ou technologique) plus ou moins probable sur un espace donné. **Le risque** exprime le niveau d'effet prévisible de ce phénomène sur des enjeux (l'homme et ses activités). Il peut être défini comme la probabilité d'occurrence de dommages compte tenu des interactions entre facteurs d'endommagement (aléas) et facteurs de **vulnérabilité** (peuplement, répartition des biens). La notion de risque recouvre à la fois le danger de catastrophe et la perception qu'en a la société, l'endommagement potentiel, comme celle de l'endommagement effectif.



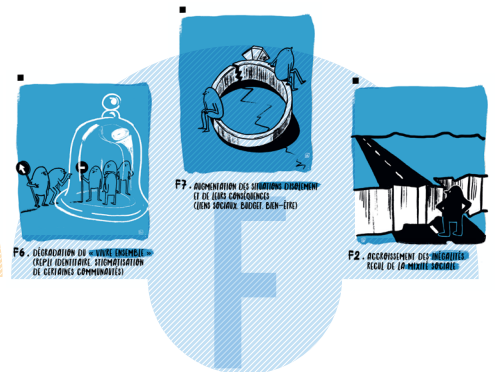
(IN) CAPACITÉ D'ACTION, D'ANTICIPATION ET DE TRANSFORMATION

- D1 – Baisse des moyens humains et financiers dont disposent les acteurs publics
- D2 – Manque de coopération entre acteurs, entre institutions, entre territoires
- D3 – Incapacité des acteurs publics ou privés à générer de la confiance ou de l'adhésion
- D4 – Prédominance de la vision à court terme, incapacité à se projeter vers d'autres modèles de développement
- D5 – Dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique
- D6 – Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents



(IN) CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX

- E1 – Dégradation de l'offre de soins
- E2 – Hausse du nombre de personnes en demande de soins
- E3 – Dégradation de la prise en charge des personnes vulnérables
- E4 – Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle
- E5 – Manque de logements décentes et abordables
- E6 – Fragilisation du système éducatif et de formation
- E7 – Fragilisation de la justice et de la police
- E8 – Augmentation du coût des déplacements et difficultés à mettre en place des alternatives à l'automobile
- E9 – Difficultés d'accès et d'usage du numérique
- E10 – Difficultés d'accès aux services publics et aux droits



COHÉSION SOCIALE

- F1 – Hausse de la pauvreté
- F2 – Accroissement des inégalités, recul de la mixité sociale
- F3 – Perte d'attractivité de l'école publique et incapacité de l'école à assurer l'égalité des chances
- F4 – Enracinement d'activités illégales / criminelles
- F5 – Difficulté d'accueil et d'intégration des migrants et réfugiés climatiques
- F6 – Dégradation du « vivre ensemble »
- F7 – Augmentation des situations d'isolement et de leurs conséquences
- F8 – Généralisation de la peur de l'avenir, de l'éco-anxiété, sentiment d'impuissance
- F9 – Ruptures démographiques
- F10 – Développement des mouvements de protestation

La résilience est la capacité d'un système à surmonter une perturbation. De façon plus précise, l'UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction) définit la résilience comme « la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques, de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger (...) On doit vivre avec l'impossibilité d'éliminer les dommages, tout en essayant de les limiter. De ce fait, la résilience reconnaît que le dommage n'est plus lié à une relation entre deux facteurs, comme entre aléa et vulnérabilité, mais à **un ensemble de facteurs en interaction, à un système.**

Les origines de la notion sont principalement liées à la physique, à la psychologie et à l'écologie. Quel que soit son champ d'application, la notion est née de l'analyse systémique (globale et multifactorielle, interactions entre les risques naturels, technologiques, géopolitiques, économiques, sociaux, etc., et leurs effets).

Source : GéoConfluences

L'ESSENTIEL DES ENSEIGNEMENTS

Les principaux résultats extraits des livrets-risques, de l'analyse de l'enquête et du Forum sont présentés dans le Rapport.

Nous en proposons ici une synthèse.

UNE DÉMARCHE UTILE, QUI MOBILISE ET INTERPELLE

Le collectif institutionnel constitué au sein de l'Atelier des Futurs et qui a fait du RARRe son cheval de bataille est en soi un signal fort qui conforte le besoin de prospective locale face à la complexité des enjeux et des défis territoriaux.

Ce signal a en particulier été entendu par les élus locaux mobilisés lors du 1^{er} Forum du RARRe le 6 février 2024. Il n'est pas aisé d'accepter de parler de sujets encore souvent perçus comme clivants et trop angoissants, face auxquels l'action publique est difficile à mettre en place. C'est donc un premier point de satisfaction.

Ainsi lors du Forum, les élus ont souligné que « le RARRe est une démarche utile, qui nous invite à un optimisme raisonné ».

In fine, le Forum a fait émerger une forte envie de poursuivre et d'améliorer la démarche avec trois axes de travail :

⇒ **Le RARRe comme outil de connaissance**, avec des marges d'amélioration concernant le périmètre de l'enquête et la documentation des risques ;

⇒ **Le RARRe comme outil d'aide à la décision publique**, pouvant faciliter la prise en compte des risques dans les politiques publiques et permettre de construire une boîte à outils de la résilience ;

⇒ **Le RARRe comme outil de sensibilisation et de mobilisation**, pour nourrir le débat public au moyen d'un dispositif de valorisation ad hoc.



PAROLES D'ÉLU-ES

« Le nombre d'élus qui ont répondu présent au forum [est] un bon signal »

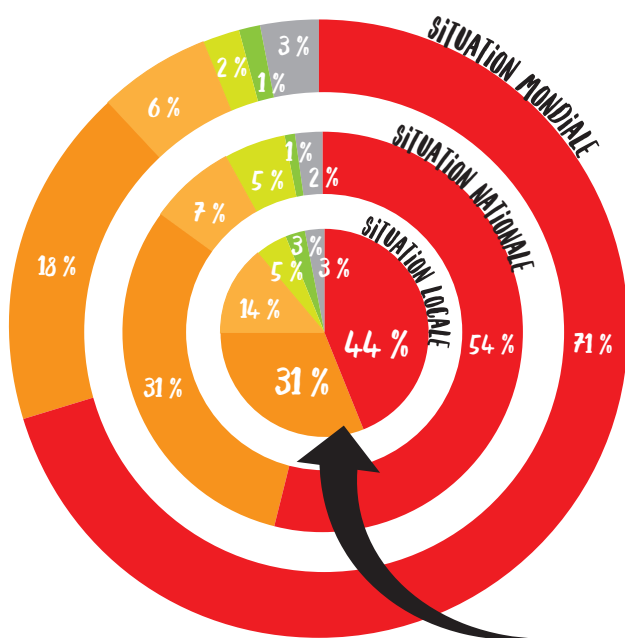
« Une démarche originale (...) qui produit du sens » ;
« rassurante » car « les risques il vaut mieux les identifier pour s'y préparer » dans une logique « d'optimisme raisonné » pour « contribuer à la fabrique des possibles »

« Sur la base du RARRe qui identifie les sujets, on pourra prendre en main l'action locale »

L'enquête, un levier pour « légitimer des actions plus ambitieuses » car les répondants sont très conscients des risques et pensent qu'on peut agir à l'échelle locale. Cela conforte l'idée qu'il est possible de « s'appuyer sur une demande de prospective pour réagir »

LES HABITANTS SONT INQUIETS POUR L'AVENIR D'UNE FAÇON GÉNÉRALE

Comment pensez-vous que la situation globale va évoluer dans les 10 ans



Le pessimisme vis-à-vis de l'avenir est général. Si l'enquête met en exergue trois risques principaux considérés comme inquiétants, elle souligne une préoccupation pour l'avenir qui ne se limite pas aux risques climatiques et environnementaux.

LA SITUATION VA...

SE DÉGRADER

UN PEU SE DÉGRADER

RESTER STABLE

UN PEU S'AMÉLIORER

S'AMÉLIORER

JE NE SAIS PAS



85 % DES HABITANTS

considèrent que la situation française

va se dégrader.

La vision d'avenir est d'autant plus pessimiste que l'échelle considérée est grande. De plus, près

d'1 habitant sur 2 se considère « plutôt éco-anxieux » et

1 sur 5 « tout à fait éco-anxieux ». Une proportion élevée

qui correspond à la vision des élus-répondants sur le niveau d'éco-anxiété des habitants de leur territoire.

3 RISQUES PRÉOCCUPENT PARTICULIÈREMENT LES HABITANTS :

(E 1) LA DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS

(B 1) LES TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAU

(A 1) LA HAUSSE DES CATASTROPHES NATURELLES

Ces risques sont non seulement considérés **comme inquiétants par près d'un habitant sur deux**, mais ils constituent également les risques qui selon eux allient une forte probabilité d'occurrence pour l'aire grenobloise et des conséquences importantes.

Particulièrement perçus comme « déjà là » par les habitants, les risques appartenant aux familles **F** « cohésion sociale » et **E** « réponse aux besoins sociaux » ont également été considérés comme ayant des conséquences fortes sur le territoire. Citons à titre d'exemple : la hausse de la pauvreté, l'accroissement des inégalités, la dégradation du « vivre ensemble », la fragilisation du système éducatif et de formation, l'enracinement d'activités illégales / criminelles.

26 RISQUES / 44

SONT « DÉJÀ LÀ » POUR PLUS DE LA MOITIÉ DES HABITANTS

C'est ce que nous dit l'enquête. Pourtant, les résultats de l'analyse documentaire [cf. livrets-risques] montrent que la quasi-totalité des risques se manifestent déjà dans l'aire grenobloise, avec une dynamique d'aggravation pour 18 d'entre eux. Cette situation est loin d'être unanimement perçue par les habitants qui ont répondu à l'enquête.

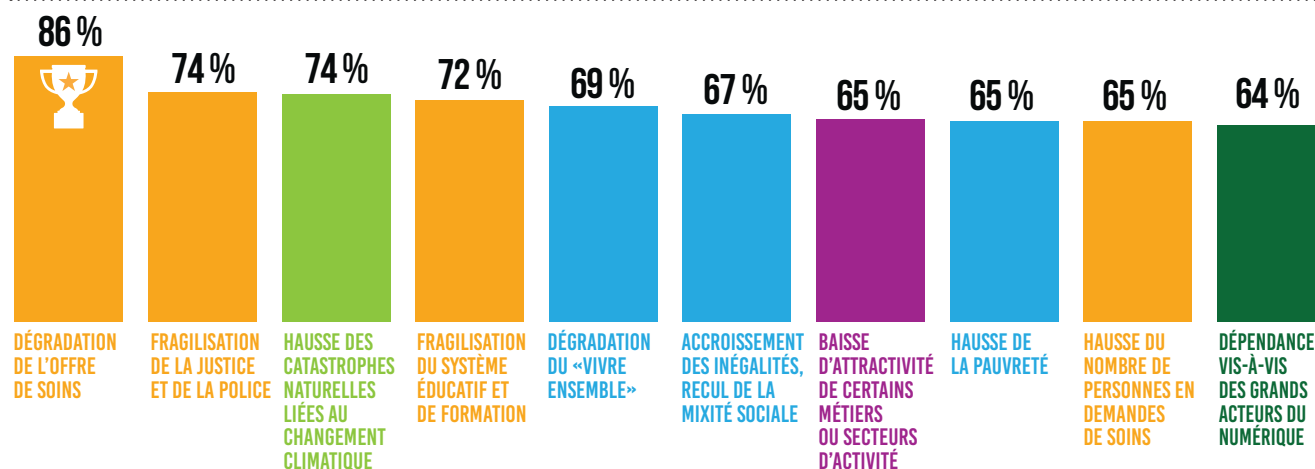
Ainsi, selon la documentation, seuls 2 risques ne se sont pas manifestés de façon notable ces dernières années dans l'aire grenobloise (C1 Crise économique et F9 Ruptures démographiques). Toutefois, des fragilités se font jour : difficultés touchant certaines filières comme le BTP ou l'agriculture, baisse historique de la natalité, pics de mortalité associés aux pandémies / épidémies et vagues de canicules... En outre, la crise de 2008 a révélé la grande sensibilité de l'aire grenobloise aux crises économiques mondiales.

Inversement, 42 risques se sont manifestés ces dernières années, de façon ponctuelle ou importante, avec des conséquences pour de nombreux territoires, secteurs d'activité ou populations de l'aire grenobloise.

Les manifestations de 18 risques semblent en nette augmentation avec les effets du changement climatique sur les risques naturels, la santé publique, les conditions de vie en ville, le fonctionnement de certaines filières économiques ou les tensions sur les ressources en eau. On note également une dégradation de la réponse à certains besoins sociaux (crise du système de santé aggravée par la hausse de la demande de soins, crise du logement) mais aussi une aggravation de phénomènes délitant la cohésion sociale (montée de la pauvreté, hausse du nombre de personnes seules et de familles monoparentales particulièrement exposées à l'isolement et à la précarité financière, enracinement d'activités criminelles liées notamment au trafic de drogue). Sans oublier les difficultés de recrutement ou la fragilisation de nombreuses filières agricoles locales en raison du changement climatique et des revenus insuffisants.

Seuls 2 risques voient leurs manifestations diminuer au cours de ces dernières années (C1 Crise économique et E4 Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelles) notamment en raison d'un taux de chômage au plus bas depuis les années 1980 dans l'aire grenobloise.

Risques considérés comme « déjà là » par les habitants

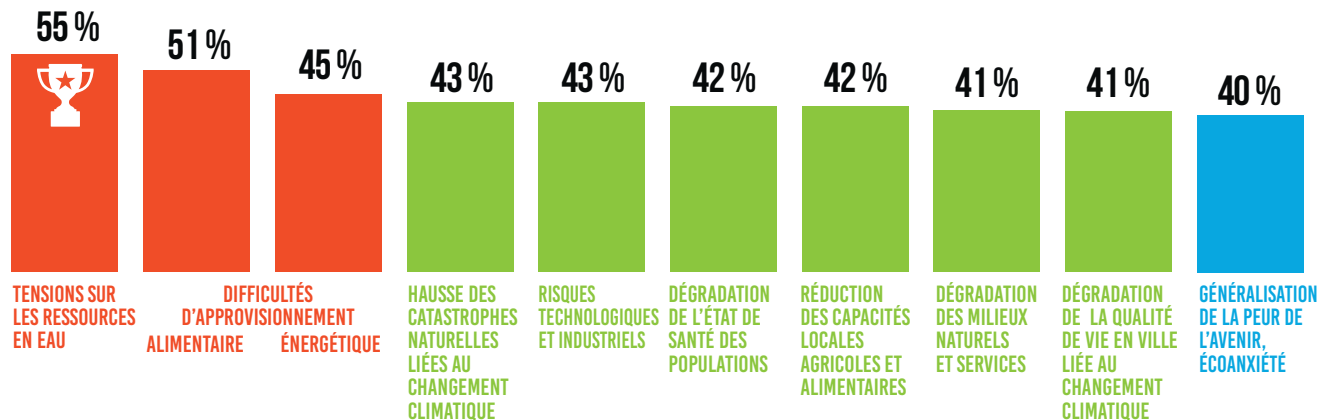


Dans le TOP 10 des risques perçus comme « déjà là » par les habitants, les risques des familles E (In)capacité de réponse aux besoins sociaux et F Cohésion sociale, sont surreprésentés.

Le risque de dégradation de l'offre de soins est le premier risque référencé comme « déjà là » par tous les répondants : habitants, élus, entreprises et membres des conseils de développement.

L'ÉVOLUTION DE 2 RISQUES INQUIÈTE PLUS DE LA MOITIÉ DES HABITANTS

Risques considérés comme « inquiétants » par les habitants

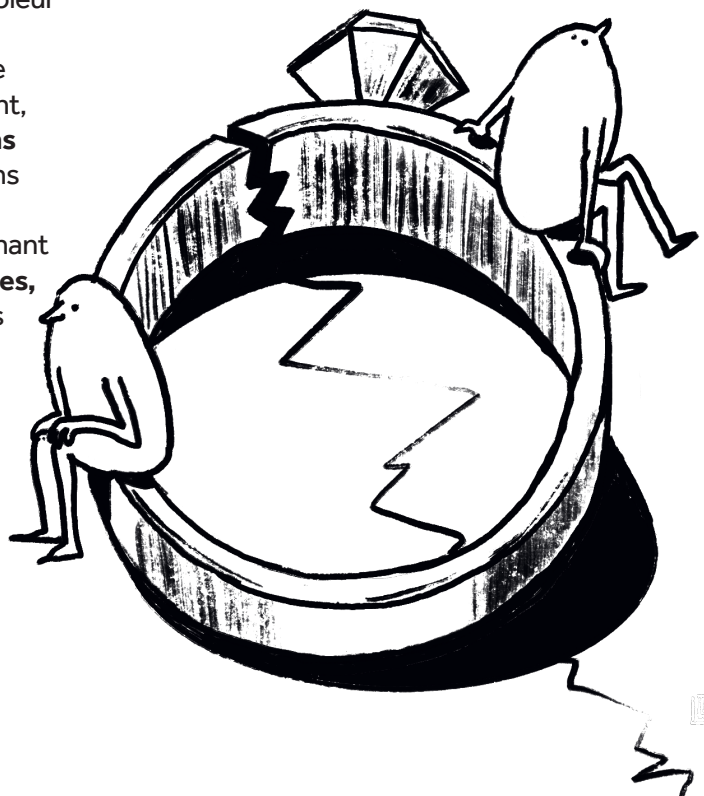


Les risques et fragilités liés au changement climatique, aux pollutions, à l'effondrement des écosystèmes et aux catastrophes naturelles ou technologiques (famille A) ou portant sur la disponibilité des ressources (famille B) sont considérés comme les plus inquiétants par les habitants.

Le risque « tensions sur les ressources en eau » est considéré comme le plus inquiétant par la majorité des répondants : habitants, membres des conseils de développement, entrepreneurs. Mais pas par les élus qui pour leur part se déclarent très inquiets vis-à-vis des risques liés à la cohésion sociale « dégradation du vivre-ensemble en raison du repli identitaire ou de la stigmatisation de certaines communautés », « généralisation de la peur de l'avenir », « enracinement d'activités illégales / criminelles ».

Les livrets-risques montrent que **33 risques sont susceptibles de s'aggraver à terme.**

Les manifestations de **11 d'entre eux pourraient radicalement changer d'échelle** en termes d'ampleur ou de fréquence (principalement avec les conséquences locales du changement climatique et de l'érosion de la cohésion sociale). Inversement, **1 risque pourrait voir son ampleur diminuer dans le futur** : **D6** Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents, probablement en raison d'une prise de conscience croissante amenant la mise en place de solutions. Enfin, pour **10 risques, l'évolution est incertaine** et / ou les informations sur les évolutions futures sont insuffisantes pour asseoir l'analyse.



IL FAUT AGIR. MAIS EN A-T-ON LA CAPACITÉ ?

Les réponses à l'enquête invitent à passer à l'action. Si les élus ont tendance à minimiser la capacité de maîtrise et d'action des collectivités territoriales, les habitants semblent plus optimistes sur ce point.

Deux répondants sur trois considèrent que l'on peut agir localement sur la majorité des risques.

42 % des enquêtés ont même considéré que des actions locales existaient pour prévenir ou lutter contre les risques identifiés, pour chacune des 6 familles.

Toutefois, seuls 17 % de ces répondants qui considèrent qu'une action locale est en place évaluent celle-ci comme étant à la hauteur du problème. Les 83 % restant estiment que si des actions sont en place elles semblent inefficaces ou insuffisantes.

La perception des capacités d'action locale par les habitants diffère sensiblement d'une famille à l'autre. **La capacité de réponse locale** (que des actions soient perçues comme en place ou non) est **jugée plus faible pour les familles C** Activité économique à **57 %**, **B** (In)disponibilité des ressources et fonctionnement des réseaux à **63 %**, et **D** (In)capacité d'action, d'anticipation et de transformation à **65 %**, que pour les autres familles (**E** Réponse aux besoins sociaux et **F** Cohésion sociale à **70 %**, **A** Changement climatique, pollutions, catastrophes à **74 %**).

Pour certains risques déjà couverts par une action locale, celle-ci est jugée plutôt efficace par les répondants : les risques technologiques et industriels, la persistance de situations de chômage de longue durée, l'augmentation des coûts des déplacements et les difficultés à mettre en place des alternatives à la voiture, les difficultés d'accès et d'usage du numérique.



PAROLES D'ÉLU-ES

Face aux risques, plusieurs élus jugent que les capacités d'action de leurs collectivités sont limitées

« Beaucoup de choses nous dépassent »

« Je me sens petite face à l'ampleur des enjeux »

« Il y a un nombre important de risques dans le contexte d'un petit village ». En effet, **beaucoup de leviers dépendent du Gouvernement, de l'Union Européenne ou d'acteurs privés, qui peuvent tendre à « négliger trop vite l'environnement pour résoudre d'autres types de crises ».**

De plus, ils déplorent que la **baisse des moyens alloués aux collectivités locales** limite leur pouvoir d'agir.

C'est pourquoi certains élus se sont étonnés que dans l'enquête « **les habitants accordent autant de pouvoir aux élus, (ont autant) confiance dans leur capacité de maîtrise des situations** ».

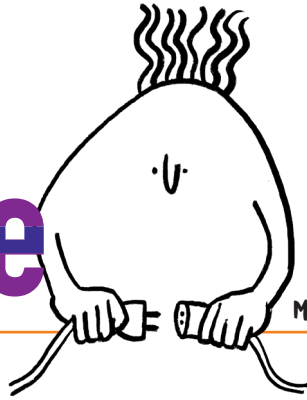
Ils pensent a contrario « **qu'on n'est pas du tout prêt à réagir, y compris dans les communes** ».

LES RISQUES PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » ET « INQUIÉTANTS » PAR LES HABITANTS





Le RARRe



MERCI À LOU HERRMANN POUR SES ILLUSTRATIONS INSPIRANTES

A LIRE POUR EN SAVOIR +

LE RARRe 2024

Publié le 10 avril 2024, le Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise développe les enseignements construits tout au long de la démarche (résumés dans ce document de synthèse).



LES 6 LIVRETS-RISQUES

Un état de la connaissance locale disponible pour chacun des 44 risques (soit 44 fiches risques réunies dans 6 livrets « familles »).



À télécharger sur www.aurg.fr



www.aurg.fr / l'Atelier des Futurs

AU 10 AVRIL 2024, 12 PARTENAIRES ONT REJOINT L'ATELIER DES FUTURS



SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE SCOT 2031 DE LA GRANDE RÉGION DE GRENOBLE

